

L'invention du biome Cerrado, socio-biodiversité et économie verte au Brésil

Catherine AUBERTIN

Florence PINTON

Ce chapitre décrit comment le Cerrado, espace brésilien d'abord ignoré, puis voué à l'agriculture intensive, est devenu un sujet de préoccupations environnementales par sa qualification en biome. Il montre ensuite pourquoi cette nouvelle qualification est plus facilement mobilisable par les acteurs de « l'économie verte » que par les mouvements indigénistes de défense des communautés autochtones et locales.

La marche vers l'Ouest : colonisation, modernisation agricole et déforestation

Jusque dans les années 1970, le Cerrado n'a guère attiré les convoitises. Occupé par des *fazendas*, fermes d'élevage extensif qui masquaient la présence de petits groupes humains organisés autour de la collecte de ressources locales (RIBEIRO, 2011), le Cerrado était ce qui restait du Brésil en retirant le triangle économique

dynamique du Sud et du Sud-Est, les zones stagnantes du Nord-Est et la forêt amazonienne, soit un quart du territoire brésilien de zones indéfinies. D'un point de vue naturaliste, c'est un espace regroupant une grande variété de milieux naturels qui s'étend des *campos limpos*, prairies ou savanes herbacées, aux *cerradões*, savanes arborées : un ensemble hétérogène de savanes caractéristiques des régions centrales du Brésil. « La marche vers l'Ouest », slogan lancé par le gouvernement populiste de Gétúlio Vargas en 1939, dirigea une partie des flux migratoires vers le Planalto central. Il s'agissait de répondre aux tensions foncières et de permettre à de petits paysans d'accéder à la propriété (FERREIRA, 1988). Il fallut cependant attendre la construction de la nouvelle capitale fédérale, Brasília, pour que le désenclavement de la région s'amorce vraiment vers 1960.

L'occupation intensive du Cerrado comme front pionnier agricole va être portée par la modernisation de l'agriculture et les instruments de planification régionale⁷⁹. En 1973, l'Institut brésilien de recherche agricole, Embrapa, est créé pour soutenir la recherche agronomique et la « vocation agricole » du Cerrado. Les sols pauvres et acides à faible productivité sont « corrigés » par l'apport de calcaire et de fertilisants à grande échelle. Les avantages du Cerrado résident dans ses grandes étendues planes, propices à la mécanisation et à la monoculture, avec des sols profonds bien drainés, une pluviométrie moyenne concentrée sur une saison de 6 mois. Les spéculations vont bon train : on espère que le Cerrado fournisse 50 millions d'hectares pour la production de grains, soit un doublement des terres alors consacrées à l'agriculture dans tout le pays (AUBERTIN, 1988). Les convoitises internationales commencent à s'exprimer : le Prodecerr (Programme de développement du Cerrado) destiné à l'exportation du soja, du maïs et du blé, est financé par des Japonais. Il touchera plus de 300 000 ha.

Les recherches menées par l'Embrapa s'intensifient avec le développement d'une agriculture répondant aux nouveaux paramètres de la compétitivité (semis direct, sélections de nouvelles variétés, biotechnologies avec amélioration génétique et diffusion des OGM, fertilisants chimiques, travail du sol). Les recherches

⁷⁹ Création de la Superintendência do Centro-Oeste (Sudeco), du Programa de Desenvolvimento do Centro-Oeste (Prodoeste), du Programa de desenvolvimento do Cerrado (Polocentro), etc.

menées sur l'adaptation du soja au climat du Cerrado ont été particulièrement fructueuses, les rendements y dépassent 4 tonnes/ha. La canne à sucre connaît aussi un nouvel essor pour la production d'énergie, essentiellement tournée vers le marché intérieur (CASTRO, 2007). Elle s'installe sur des terres vouées à l'élevage extensif et se substitue également aux terres cultivées en soja bénéficiant de sols déjà corrigés. Elle est jugée responsable des intenses défrichements des terres du Cerrado et entretient un mouvement de frontière du sud-est vers le nord-ouest. Le programme national Pró-Álcool avait été lancé en 1975 pour atteindre l'autonomie énergétique. Trente ans plus tard, avec le développement des moteurs automobiles *Flex* utilisant indifféremment essence ou éthanol, le Brésil vit une deuxième expansion de la culture de canne. Aujourd'hui, les distilleries utilisent la biomasse des cannes pour la production d'éthanol et d'énergie électrique. Grâce à la cogénération d'énergie, ces usines participent à l'électrification régionale et pourraient être éligibles dans le cadre des marchés de crédits carbone.

Le Cerrado produit actuellement 47 % de la production brésilienne de grains (soja, maïs, riz, haricots, sorgho), 40 % de la production de viande bovine et 36 % de la production de lait. L'agro-industrie a pris possession des terres dont la vocation agricole n'a pas été démentie. L'incorporation du Cerrado à l'espace économique national est présentée comme l'une des plus grandes conquêtes du Brésil.

Cette vocation agricole du Cerrado est renforcée par les politiques publiques visant la protection des forêts. Grand émetteur de gaz à effet de serre du fait de la déforestation⁸⁰, le Brésil a en effet présenté au Secrétariat de la convention climat (Ccnucc, Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques), fin décembre 2009, un programme ambitieux de réduction de ses émissions : entre 36,1 % et 38,9 % d'équivalent CO₂ à l'horizon 2020. Il s'engage pour cela à une réduction de 80 % du rythme de déforestation de l'Amazonie et à une réduction de 40 % du taux de défrichement du Cerrado pour 2020.

⁸⁰ En 2005, les changements dans l'usage des sols et des forêts représentent au Brésil 77 % des émissions de CO₂ (MCT, 2010).

Or entre 2002 et 2008, avec 14 200 km², le taux moyen annuel de défrichement du Cerrado a été deux fois plus important que celui de l'Amazonie, la couverture végétale originelle du Cerrado ayant ainsi été réduite de moitié⁸¹. La législation explique en grande partie cette différence. La surface de « réserve légale » fixée par le code forestier – obligation pour toute propriété de conserver une partie des terres en végétation originelle – est de 80 % en forêt amazonienne contre 20 % partout ailleurs. À cela s'ajoute le fait que seulement 8,2 % du territoire du Cerrado sont classés en unités de conservation contre 26,5 % en Amazonie (Cnuc/MMA, 2012). L'Amazonie accueille aussi 98 % de la surface totale des terres indigènes au Brésil ; celles-ci représentant 21,7 % de sa surface, alors qu'elles ne représentent que moins de 5 % de la surface du Cerrado (CARNEIRO et BRAGA, 2009). Si l'on additionne les unités de conservation et les réserves indigènes, l'Amazonie possède aujourd'hui près de 50 % de son territoire sous protection. L'État ne peut donc intervenir avec les mêmes outils pour contrôler les défrichements. Dans le Cerrado, la création d'aires protégées ne peut se faire que moyennant de multiples et coûteuses expropriations, y compris de petits propriétaires et occupants sans titre. La force politique des grands *fazendeiros*, rassemblée sous la bannière des « ruralistes », prend d'ailleurs ses racines dans cette résistance à « l'étatisme forestier ».

La consécration du Cerrado comme grenier du Brésil joue aussi un rôle de fusible pour rendre admissible la protection de l'Amazonie, comme le montre l'initiative connue sous le nom de « Moratoire du soja » en 2006, dans laquelle l'association brésilienne de l'industrie des huiles végétales (Abiove) et l'association brésilienne des exportateurs de céréales (Anec) s'engagent à ne pas commercialiser de soja provenant de la déforestation de l'Amazonie, les grandes entreprises comme Cargill concentrant alors l'expansion de leur production dans le Cerrado. L'*agrobusiness* et les pouvoirs publics soignent ainsi une image de responsabilité environnementale, la nouvelle génération de biocarburants est présentée comme étant en rupture avec les modèles agricoles précédents. Le président Lula, par exemple, a fermement défendu les

⁸¹ L'Amazonie légale couvre un peu plus de 4 millions de kilomètres carrés, dont 15 % sont déjà déforestés. Le Cerrado, quant à lui, occupe une superficie de 2 millions de kilomètres carrés.

biocarburants « énergie propre » contre les pays industrialisés qui les accusaient de contribuer à la crise alimentaire lors du Sommet de la FAO sur « la sécurité alimentaire, les changements climatiques et la bioénergie » en juin 2008. À cette occasion, il a affirmé que la canne était produite de manière écologique et ne menaçait pas l'Amazonie. Le Brésil épouse donc le discours des « technologies vertes » pour défendre son modèle agricole. Pour accompagner cette dynamique, le gouvernement a émis en 2009 un décret qui approuve le zonage agro-écologique de la canne à sucre en concentrant en grande partie dans le Cerrado les 63,48 millions d'hectares de son plan d'expansion et en l'interdisant en Amazonie, dans le Pantanal et dans le bassin du haut Paraguay. En somme, la protection de l'Amazonie passe par l'expansion de l'agrobusiness du Cerrado et la promotion des technologies vertes.

L'invention du biome

La diversité floristique du Cerrado n'a pourtant pas échappé aux naturalistes des siècles précédents. Geoffroy Saint-Hilaire, au début du ^{xix}^e siècle, y avait collecté 15 000 espèces de plantes et d'animaux dont 1 000 encore inconnues. Pourtant, la Constitution de 1988, qui dédie un chapitre important à la question environnementale, ignore le Cerrado alors qu'elle reconnaît l'Amazonie, le Pantanal et la Mata Atlantica comme constitutifs de son patrimoine national.

C'est le recours au concept de biome, absent de la Constitution, qui va permettre de reconnaître l'unité du Cerrado, parallèlement à l'émergence des préoccupations environnementales le concernant. Au terme de longs ajustements scientifiques qui prennent leurs racines à la fin du ^{xix}^e siècle dans la phytosociologie, la biogéographie et les débuts de l'écologie scientifique, le « biome » (appelé aussi aire biotique, écozone ou écorégion) est défini comme un ensemble d'écosystèmes, caractéristique d'une aire biogéographique et nommé à partir de la végétation et des espèces animales qui y prédominent et s'y sont adaptées. C'est la répartition zonale des climats qui a conduit la biogéographie à mettre en évidence le zonage des sols, suivi de celle des biomes à l'échelle mondiale. Les premières classifications bioclimatiques en sont

issues dans les années 1950 avec la classification de Holdridge (1947). Depuis, les classifications écologiques des terres se sont précisées et diversifiées, et plusieurs pays se sont dotés de leur propre système de classification. La classification de la végétation brésilienne adoptée par l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistiques) en 1991 décline le Cerrado – appelé aussi savane – en fonction de la structure de sa végétation. On y distingue 23 types de végétations qui composent des mosaïques d'habitats et de paysages, enrichies par leurs contacts aux frontières des autres biomes. Ses nombreuses espèces endémiques sont adaptées à la sécheresse qui sévit la moitié de l'année et aux régulières mises à feu naturelles ou contrôlées. On y décompte ainsi 10 000 plantes (avec un fort taux d'endémisme), 195 espèces de mammifères, 607 espèces d'oiseaux, 225 espèces de reptiles, 186 d'amphibiens et 800 espèces de poissons (Conservation International, 2011). C'est à partir de cette qualification que le Cerrado est érigé peu à peu en un centre mondial de la biodiversité, sous l'impulsion des théoriciens de l'écologie globale et de campagnes de défense de l'environnement orchestrées par les grandes ONG. Le Cerrado devient l'un des 25 *hotspots* de biodiversité identifiés en 2000 dans l'article de MYERS *et al.*, 2000 et fait partie des 34 *hotspots* aujourd'hui consacrés par Conservation International (2011). On retrouve aussi le Cerrado parmi les 200 Global Ecoregions que le WWF a proposées en 2001. Il y est désigné comme l'écosystème de savane le plus diversifié du monde, recélant 5 % de la biodiversité mondiale (OLSON *et al.*, 2001). La construction du Cerrado comme biome majeur d'Amérique du Sud est lancée.

Le biome est une échelle d'analyse de l'écologie fonctionnelle. Aussi, c'est tout naturellement par ses fonctions écosystémiques (stockage et séquestration de carbone, maintien de la biodiversité, régulation des régimes hydriques, etc.) et les services environnementaux qui en découlent (qualité de l'eau, source d'alimentation, de revenus, de loisirs pour les populations, etc.), que le Cerrado est aujourd'hui défendu à l'échelle nationale. Présenté depuis longtemps comme le château d'eau du Brésil, il a un rôle stratégique : ses 20 000 sources alimentent huit des douze régions hydrographiques du Brésil et son rôle est particulièrement décisif pour la fourniture en eau du Pantanal. Or, le modèle agricole productiviste a mis très sérieusement à mal cette fonction.

Non seulement, les cultures intensives sont responsables d'une consommation excessive d'eau, mais l'agence nationale des eaux (ANA, 2011) a aussi montré que 62,1 % des 679 bassins-versants ont un taux de déforestation qui contribue à réduire la fourniture d'eau. Des expérimentations sont en cours pour faire supporter aux investisseurs le paiement du maintien de la qualité des sources, qui pourrait être inclus, par exemple, dans le prix d'achat du soja. Les scientifiques présentent aussi le Cerrado comme une forêt amazonienne « à l'envers » pour la séquestration du carbone, parce que son potentiel de captation de carbone provient, non pas de sa partie aérienne réduite, mais d'un système racinaire très développé du fait des sécheresses et incendies récurrents. L'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) estime le stock de carbone du Cerrado à 29 t/ha dans la végétation aérienne et à 117 t/ha dans le sol, jusqu'à un mètre de profondeur, soit 80 % de biomasse souterraine (contre 21 % en Amazonie).

Plus que sa richesse floristique et faunistique, ce sont les risques liés à l'altération de ses services écosystémiques à l'échelle du territoire national qui sont mis en avant par les ONG et chercheurs nationaux pour défendre le biome. Aussi, tout un champ de connaissances (inventaires, mesures, outils financiers) se constitue pour légitimer le fait que le Cerrado entre pleinement dans cette approche des paiements pour services environnementaux (GOMÉZ-BAGGETHUM *et al.*, 2010 ; MEA, 2005 ; WUNDER, 2009).

Gouverner le biome avec l'*agrobusiness*

Les entrepreneurs de l'agro-industrie ont su convaincre de la dimension écologique de leur modèle agricole en mettant en avant leur recours aux technologies vertes et à diverses certifications.

Le Plan d'action et de contrôle de la déforestation et des feux dans le Cerrado (PP Cerrado), bâti sur le modèle du Plan d'action élaboré pour l'Amazonie en 2004, répond ainsi aux engagements de Copenhague qui visent à réduire de 40 % la déforestation à l'horizon 2020 (Serviço Público Federal, 2010). Le PP Cerrado est le premier programme articulé à des actions nationales d'envergure

rassemblant différents ministères (comme la Politique nationale de la biodiversité, la Politique nationale des ressources hydriques, ou encore le Plan national sur le changement climatique) et aux Plans régionaux de réduction et contrôle de la déforestation et des feux. Ce programme montre que les émissions de gaz à effet de serre dues au changement d'usage du sol dans le Cerrado sont en augmentation : 189 millions de tonnes en 1990 (contre 410 pour l'Amazonie), 379 millions de tonnes en 2005 (pour 714 en Amazonie). D'autres études montrent que le ralentissement de la déforestation en Amazonie accélère les défrichements observés dans le Cerrado, les émissions de CO₂ dans le Cerrado devenant supérieures à celles de l'Amazonie (SAWYER, 2009).

Malgré cette forte contribution aux émissions, le Cerrado – en tant qu'écosystème de savane – n'était pas, jusqu'à présent, éligible aux mécanismes financiers destinés à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts des pays en développement (REDD). Le gouvernement brésilien a réagi en proposant le Cerrado au Programme d'investissement forestier (PIF) financé par le Fonds stratégique pour le climat (FSC) créé par la Banque mondiale en 2008. Il devrait ainsi recevoir 37 millions US\$ en dons et 32,5 millions en prêts, afin de « promouvoir l'usage durable et l'amélioration de la gestion forestière du Cerrado, deuxième biome du pays et de l'Amérique latine par sa taille, contribuant à la réduction de la pression sur les forêts encore préservées, à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et à l'augmentation de la séquestration du carbone » (PIF, 2012). L'Amazonie est donc en passe de ne plus être le seul espace considéré dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. La gouvernance internationale participe aussi à ériger le Cerrado comme objet environnemental.

Le Cerrado se trouve ainsi en pointe sur la réflexion et la mise en œuvre des mécanismes financiers qui devront accompagner la réforme du code forestier. L'Instituto de Pesquisa Economica Aplicada (IPEA) évoque des millions d'hectares et des milliards de tonnes de CO₂ à compenser à l'échelle du Brésil (IPEA, 2011). En effet, en baissant les normes de conservation et en amnistiant les responsables de déforestation sous condition de restauration des aires dégradées, cette réforme ouvre la voie à des actions de compensation et aux outils économiques qui vont les encadrer.

Le principe de ces compensations est simple : le responsable de la dégradation passée ou à venir doit pouvoir compenser cette dégradation en rémunérant, de façon volontaire ou obligatoire, un propriétaire vertueux qui aura obtenu la reconnaissance de son engagement en faveur de l'environnement.

Quelques transactions encadrées par l'État du Goiás ont été effectuées dans cet esprit depuis 2003 : citons l'initiative de l'Agence de l'environnement (Agma) avec l'appui de la Banque mondiale (MARTIN JR. et CHAVES, 2008) ; la bourse d'échange informatisée de documents d'origine forestière (DOF) délivrés par l'Ibama, indispensables pour transporter et commercialiser les produits forestiers dont le bois et le charbon de bois, gérée par le Secrétariat de l'Environnement et des Ressources hydriques (Semarh). Un appel d'offres vient encore d'être lancé par le Secrétariat à l'Environnement pour proposer un Système de mécanismes de marché pour la conservation de l'environnement (SMMCA). Il devrait déboucher à terme sur une loi sur les changements climatiques, les actifs environnementaux et le développement durable. Dans le même esprit, un décret qui encourage la création de Réserves privées du patrimoine naturel (RPPN) propose les compensations dans le même biome (et non plus dans le même bassin-versant). La RPPN devient ainsi une entreprise capitalisant des actifs environnementaux.

La question environnementale dans le Cerrado va donc de plus en plus reposer sur l'engagement des propriétaires privés dans ces mécanismes financiers de compensation et d'évaluation des services environnementaux qui devraient être utilisés pour respecter la loi et inciter à de « bonnes pratiques ».

Gouverner le biome avec les communautés locales

L'implication des chercheurs et des universitaires dans ces mécanismes peut être importante, de même que leur lien avec le politique. En s'appropriant les définitions et concepts forgés à l'international, ils participent activement au travail d'évaluation des services environnementaux. Ils animent souvent des bureaux de

consultants et assument également la charge administrative de la conservation. Ce sont des porteurs d'enjeux qui savent convaincre et engager les politiques dans l'élaboration de plans de protection et de développement durable, notamment en se rapprochant des représentants du ministère de l'Environnement, mais aussi des organisations locales. Le Sommet de la terre de 1992 a ainsi été une première occasion pour fédérer diverses initiatives en faveur du Cerrado. Il en a résulté la création du réseau Cerrado (*Rede Cerrado*) dont l'objectif a d'abord été de favoriser les échanges d'expériences et d'informations « visant à concilier justice sociale, conservation de l'environnement et développement ». Le réseau Cerrado s'est rapidement doté d'une véritable capacité d'expertise. En 2003, il s'adresse à la ministre de l'Environnement du gouvernement Lula, Marina Silva, très mobilisée dans la défense de l'Amazonie, pour revendiquer une série d'actions en faveur de la conservation du Cerrado, ce qui aboutit à la définition du premier programme national de conservation et d'usage durable le concernant : Programa Cerrado Sustentavel (PCS). Financé par un projet du Fonds pour l'environnement mondial et de la Banque mondiale, le PCS se donne comme objectif de « promouvoir la conservation, la restauration, la récupération et la gestion durable des écosystèmes naturels comme la valorisation et la reconnaissance de ses populations traditionnelles ». En 2007, toujours à l'initiative de scientifiques soucieux de renforcer la recherche régionale à destination des politiques publiques, le ComCerrado, un autre réseau pour la conservation et l'usage durable du Cerrado se met en place. Soutenu par le ministère de la Science et de la Technologie, il a pour ambition de produire des données sur le biome, de caractériser les écosystèmes et de modéliser le système climatique.

Ces mouvements militent pour que la conservation du biome Cerrado prenne en compte la diversité culturelle de ses occupants, ce que l'on nomme au Brésil la *sociobiodiversidade*. Celle-ci reste cependant difficile à construire. Certes, plusieurs catégories d'habitants – petits paysans, Amérindiens et Quilombolas⁸² – sont intégrées sous l'appellation de « Peuples du Cerrado », par analogie aux peuples de la forêt, entité créée lors de la lutte des

⁸² Descendants des esclaves noirs fugitifs auxquels des droits sont reconnus par la Constitution.

Seringueiros, travailleurs forestiers chargés de la récolte du latex, et consacrée au Sommet de la Terre de 1992 (PINTON et AUBERTIN, 2005). Pourtant, alors que les Peuples de la forêt ont su rassembler les habitants traditionnels de la forêt amazonienne autour des liens très forts qui unissent leurs genres de vie à la conservation de la forêt amazonienne, les Peuples du Cerrado n'ont pas réussi à se donner une existence culturelle et politique directement en lien avec le biome. Seuls quelques mouvements soutenus par l'Église sont parvenus à s'exprimer, comme le mouvement des Sans terres de l'État du Rio Grande do Norte et le mouvement de défense pour une agriculture alternative, très implanté dans le nord du Minas (CAA-NM)⁸³. Mais aucune de ces organisations ne connaît une audience nationale à l'image du Conseil national des *Seringueiros* de Chico Mendes, syndicat créé dès 1985 pour les travailleurs de l'extractivisme, ou du Groupe de travail de l'Amazonie (GTA, réseau de syndicats et d'associations fondé en 1990), même si six réserves extractivistes ont été créées dans la région.

La présence de l'important parc du Xingu, en partie en zone de Cerrado, aurait pu pallier ces manques, mais les liens entre le parc et les coordinations indigènes restent modestes et éclatés sans la force et la reconnaissance médiatique de la Coordination des indigènes de l'Amazonie brésilienne (COIAB), créée en 1989. Le Cerrado abrite aussi le plus grand quilombo d'Amérique latine, la terre Kalunga où 4 000 personnes vivent sur 230 000 hectares. Ces territoires protégés bénéficient du cadre de la Constitution qui reconnaît aux occupants des droits liés à leur spécificité culturelle et historique. Mais ces populations minoritaires vivent pour la plupart sur de grands espaces insérés dans un environnement économique conquérant qui menace leur intégrité. Un amendement actuellement en discussion (PEC 215) exige par exemple que la création et la délimitation des aires indigènes soient désormais votées par le Congrès, très favorable aux grands *fazendeiros*.

La mobilisation du concept de « bioculturalité » pour le Cerrado se heurte donc à un contexte historique, économique et juridique qui lui est largement défavorable. Environnementalistes et mouvements sociaux locaux peinent à se rassembler sous cette

⁸³ Le CAA, Centro de Agricultura Alternativa est une organisation qui privilégie le soutien à la formation et l'organisation des paysans dans le cadre d'une agriculture alternative reposant sur l'agro-écologie et la solidarité, www.caa.org.br.

bannière. On dispose d'inventaires et de données, mais pas d'initiatives locales de grande envergure susceptibles de rassembler les Peuples du Cerrado autour d'un récit commun (cf. chapitre 4). Les populations traditionnelles ne bénéficient pas non plus de l'appui politique du mouvement international environnementaliste. Leur survie culturelle n'a été liée que tardivement au maintien du biome Cerrado. Les principes conservationnistes, qui ont guidé l'action des grandes ONG en Amazonie (partenariat avec les peuples autochtones reconnus comme des conservateurs naturels de l'environnement grâce à leurs savoirs traditionnels) (CONKLIN et GRAHAM, 1995), n'ont pas trouvé de terrain d'application. Enfin, la communauté internationale n'a pas eu à se mobiliser, au nom des Droits de l'homme et de la préservation de l'environnement, contre les actions expansionnistes (ouverture de routes et construction de grands barrages) du gouvernement brésilien.

La requalification des produits du Cerrado constitue l'entrée privilégiée pour lier l'entretien de la biodiversité à la conservation de la diversité culturelle (cf. chapitre 5). Elle est en grande partie portée par des organismes de développement et des ONG nationales, qui donnent une existence tangible aux peuples du Cerrado. L'Embrapa a ainsi impulsé une action pour la promotion de la noix de Baru (*Dipterix alata*), relayée par *Slow food*, et du Pequi (*Caryocar brasiliense*). La gestion communautaire du capim dourado (*Syngonanthus nitens*) et des fibres du palmier buriti pour l'artisanat est également soutenue par diverses ONG. La démarche est de décrire des plantes natives pouvant faire l'objet d'un commerce et de les associer aux pratiques de communautés locales. De nombreuses « populations traditionnelles » ont ainsi été promues, quand elles ne se sont pas manifestées elles-mêmes : les *Geraizeiros* du nord de l'État de Minas à l'ouest de Bahia, assimilés aux *Sertanejos* décrit par l'écrivain Guimarães Rosa ; les *Quebradeiras* de coco à la frontière de l'Amazonie, femmes travaillant les sous-produits du palmier babaçu ; les *Vazanteiros* qui pratiquent l'agriculture sur les bords des rivières ; les *Veredeiros* qui exploitent les ressources des zones humides ; les *Raizeiros* qui collectent les plantes médicinales, etc. Les rencontres des Peuples du Cerrado prennent la forme des fêtes décrites par Jean Foyer (cf. chapitre 4) : requalification des pratiques, revendications de droits, ateliers culinaires et d'artisanat, séminaires universitaires, etc.

La dimension culturelle de ces actions prime sur le politique, contrairement à la forte politisation des mouvements amazoniens. Ce type de manifestations s'inscrit dans le champ des politiques de lutte contre la pauvreté, comme l'illustrent les institutions impliquées, ainsi que les slogans mis en avant dans les projets de requalification. Le ministère de l'Environnement, en accord avec le ministère du Développement social et de Lutte contre la Faim (MDS) et le ministère du Développement agraire (MDA) a élaboré le Plan national de promotion des filières de produits de la « sociobiodiversité » (PNPSB).

Conclusion

La propulsion du biome Cerrado sur la scène internationale lors de la Conférence Climat de Copenhague en 2009 a contribué à transformer un espace mal défini en un *hotspot* de biodiversité et un pourvoyeur de services environnementaux. Il est ainsi devenu, à côté d'une Amazonie qui monopolisait jusqu'alors l'attention internationale, un nouvel objet environnemental.

Des configurations géopolitiques et scientifiques spécifiques et une temporalité autre dans l'histoire du développement durable permettent de prendre la mesure de ce qui distingue ces deux milieux. On peut affirmer que le Cerrado appartient à une autre génération que l'Amazonie. Celle-ci s'est structurée lentement, d'abord autour des luttes indigènes relayées à l'international, puis avec le mouvement socio-ambiental qui a largement infléchi les débats autour des aires protégées au Brésil. Le Cerrado, quant à lui, est né d'emblée comme un objet environnemental défini par les scientifiques et relayé nationalement par un fort engagement des universitaires. L'action publique sur le terrain s'est traduite par la prévalence d'une approche techniciste de la gestion du territoire avec des politiques favorisant la financiarisation de ses services écosystémiques. Ces services peuvent être pris en charge par une agro-industrie se proclamant championne des technologies vertes, mais la place des communautés locales, mêmes soutenues par des programmes de valorisation de ressources traditionnelles, y paraît plus problématique. La construction du Cerrado en objet environnemental de premier plan invite par conséquent à poser la

question de la cohabitation de deux modèles de conservation de la nature privilégiant des cibles différentes : l'un s'adressant à des agents économiques « rationnels » s'inscrivant dans « l'économie verte », l'autre fortement dirigé vers les communautés locales et construit sur le concept de diversité bioculturelle. La qualification du Cerrado en biome pourvoyeur exceptionnel de services environnementaux semble *a priori* davantage viser les premiers que les seconds.

L'évolution du Cerrado témoigne *in fine* d'un double basculement : a) du point de vue scientifique, un basculement épistémique vers l'écologie fonctionnelle qualifiant la biodiversité par les services qu'elle apporte plutôt que par la diversité des espèces et des gènes qu'elle recèle ; b) du point de vue des politiques publiques, un basculement des régulations par le marché (des ressources), associant les populations (cf. chapitre 1), vers des marchés d'actifs environnementaux. Le biome Cerrado constitue un bon exemple d'un nouveau modèle de nature financiarisée, dont il va être question dans la troisième partie.

Aubertin Catherine, Pinton F. (2015)

L'invention du biome Cerrado, socio-diversité et économie verte au Brésil

In : Thomas Frédéric (ed.), Boisvert V. (ed.). *Le pouvoir de la biodiversité : néolibéralisation de la nature dans les pays émergents*

Marseille ; Versailles : IRD ; Quae, p. 147-160. (Objectifs Suds)

ISBN 978-2-7099-1912-8